

PROCÈS DES COMMISSAIRES DE POLICE ET DE ACHOUR ABDERRAHMANE

Des peines lourdes requises par le parquet

Des peines très lourdes, allant de 10 à 20 ans de prison ferme, ont été requises hier par le représentant du ministère public, respectivement à l'encontre de Achour Abderrahmane, Bessaï Hassène et Zouai El Hachemi, pour les chefs d'inculpation de «faux et usage de faux», dans l'affaire de «dilapidation de deniers publics de la Banque nationale d'Algérie (BNA). Une amende d'un million de dinars a également été requise par l'accusation aux trois mis en cause.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le procès, qui se tient depuis dimanche dernier au niveau de la cour d'Alger, n'est, de l'avis de tous les observateurs, qu'une répétition générale de l'important procès qui se tiendra, à compter d'aujourd'hui, au tribunal de Sidi-M'hamed. Un procès en assises, dont le choix du lieu de son déroulement obéit «à des considérations à la fois techniques et sécuritaires». Le procès traitera de l'affaire de la dilapidation de la BNA des 3 200 milliards de centimes par Achour Abderrahmane.

Hier, pour la seconde journée du procès, des zones d'ombre persistaient encore dans cette affaire où sont poursuivis le milliardaire Achour Abderrahmane et deux ex-hauts cadres de la Sûreté nationale. Pour ces derniers, il s'agit de l'ex-divisionnaire de la Sûreté de wilaya de Tipasa, Zouaï El Hachemi, ainsi que de l'ancien chef de la police judiciaire, le commissaire principal Bessaï Hassène.

Toute la problématique de cette affaire réside au niveau de ce fameux rapport utilisé par Achour Abderrahmane auprès des autorités marocaines pour faire valoir son innocence après le mandat

d'arrêt international lancé à son encontre par la justice algérienne. Les avocats de la défense, qui ont soulevé plusieurs irrégularités lors de l'instruction de cette affaire, se sont interrogés «sur la véracité du rapport».

Achour Abderrahmane a-t-il reçu des mains propres de l'ex-directeur de la clinique des Glycines une copie dudit rapport ? Zouai El Hachemi était-il l'intermédiaire entre le milliardaire et le commissaire divisionnaire M'hamed S'bih ? Quel était le rôle joué par Rabah Errih (le vent) dans cette affaire ? Jallal, l'ex-associé de Achour Abderrahmane, a-t-il véritablement remis à ce dernier ledit document ?

Le rapport transmis au procureur de la République de Koléa, le 7 mai 2004, est-il identique à celui «faxé» à la direction générale de la Sûreté nationale ?

Toutes ces questions n'ont pu être élucidées hier par le tribunal criminel.

Pour rappel, les investigations ordonnées par le cabinet du ministère de la Justice, ont fait ressortir que des cadres de la Sûreté de la wilaya de Tipasa avaient «usé de leur pouvoir et falsifié le rapport envoyé en 2004 au procureur de la

République de Koléa qui écarte le caractère criminel des faits imputés à l'accusé Achour Abderrahmane».

La falsification réside dans le changement du destinataire. Au lieu du procureur de la République de Koléa, le rapport a été adressé au «directeur général de la Sûreté de la wilaya d'Alger» à l'effet de conférer aux transactions bancaires de l'accusé avec la partie plaignante (BNA) un caractère légal. Le document falsifié a, ensuite, été envoyé par

fax à l'accusé qui se trouvait au Maroc. L'enquête a révélé que ce dernier a effectivement reçu ce rapport falsifié alors qu'il se trouvait au Maroc et qu'il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international, et qu'il l'a présenté aux autorités judiciaires marocaines pour annuler la procédure de son expulsion vers l'Algérie.

Ceci étant, l'audition de la quinzaine de témoins n'a rien apporté de nouveau à cette affaire. Toutefois, celles de l'ex-directeur de la clinique des Glycines,

M'hamed S'bih, et de l'ex-adjoint du chef de service de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya de Tipasa ont conforté l'idée selon laquelle, dans cette affaire, «la vérité se trouve ailleurs».

En effet, confronté tant aux avocats de la défense, au président du tribunal criminel qu'à l'ex-chef de Sûreté de la wilaya de Tipasa, le témoignage de M. S'bih n'a fait que planer le doute sur cette affaire.

Pour rappel, la chambre d'accusation près la cour d'Alger avait

prononcé le non-lieu pour l'ancien directeur de la clinique de la Sûreté nationale, les Glycines, Mohamed Sbih (fils de l'ambassadeur d'Algérie en France), ainsi que pour l'adjoint au chef de la police judiciaire de la wilaya de Tipasa, le commissaire principal Khaliha Abdelkader, qui était en détention provisoire depuis plusieurs mois.

Ces deux personnes étaient citées dans un premier temps comme étant complices dans cette affaire.

A. B.

MAÎTRE BENBRAHAM AU FORUM D'EL MOUDJAHID :

«Il faut séparer l'enquête préliminaire et l'instruction»

Estimant que l'Algérie a hérité du système français en matière de droit, M^e Benbraham appelle la justice à se libérer de cet héritage, notamment en séparant l'enquête préliminaire et l'instruction.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La justice algérienne est aujourd'hui selon M^e Fatiha Benbrahem, dans la même situation que durant la période coloniale où l'instruction est faite à partir des témoignages de l'enquête préliminaire. «La justice doit aujourd'hui faire la part des choses par rapport à l'enquête préliminaire et l'instruction», a estimé l'avocate qui est intervenue, hier, au forum d'El Moudjahid, lors d'un hommage rendu aux chouchada condamnés à mort, dans le cadre de la commémoration de l'exécution de Ahmed Zabana

et Abdelkader Ferradji le 19 juin 1956.

L'intervenante a estimé que notre pays doit se séparer de «cet héritage». Elle dira que les aveux sont arrachés dans ces moments-là de force ou sous la pression. Ces déclarations, souvent, ne sont pas fondées, selon elle.

L'ouverture d'une information judiciaire ne doit pas prendre en compte les déclarations premières. «Je vais œuvrer pour la séparation de l'enquête préliminaire et de l'audience» a-t-elle affirmé. Par ailleurs, revenant au sujet de la conférence,

l'avocate a soutenu que la peine de mort durant la guerre de Libération nationale était utilisée par le colonialisme comme instrument de guerre.

Elle a expliqué que la peine de mort a toujours existé dans le code pénal français pour les grands criminels. Cependant, la France voulait que cette exécution touche tout Algérien qui revendiquait sa liberté.

Pour pallier l'absence de textes dans son droit commun, la France a restructuré son appareil judiciaire à travers notamment l'installation du tribunal permanent des forces armées, destiné à juger «ces rebelles», le premier à être exécuté fut Ahmed Zabana. D'après l'avocate, le sort de 80 000

autres Algériens est encore ignoré aujourd'hui. De leur côté, «les rescapés de la mort» ont témoigné sur leurs conditions de vie lors de leurs «séjours dans les geôles coloniales». Ces derniers, qui se souviennent encore des exécutions de leurs «voisins de cellule» et des tortures qu'ils ont subies, ont précisé que «la guillotine à laquelle ils ont échappé durant la période coloniale ne leur fera jamais oublier la torture physique et morale» qu'ils ont endurée dans les «couloirs de la mort».

Pour leur rendre hommage, les intervenants ont lancé aux autorités un appel afin «de faire du 19 juin la journée nationale des anciens condamnés à mort».

S. A.

ORAN : EN RAISON DES TEMPÉRATURES CANICULAIRES

Une soixantaine de personnes évacuées

Au moins une soixantaine de personnes, souffrant majoritairement de maladies chroniques, ont été reçues et prises en charge au niveau des différents services médicaux relevant du CHU d'Oran, durant la journée de ce dimanche et la matinée d'hier lundi. Ceci à cause des complications dues au pic de température qui a marqué le début de cette semaine.

«Ce sont principalement les asthmatiques et les cardiaques qui sont les plus vulnérables aux grosses chaleurs et à l'humidité. Les jeunes enfants également affectés en cas d'une alimentation insuffisante et irrégulière en eau potable, sont exposés au risque de

déshydratation, et qui peut sérieusement mettre leur vie en danger», nous expliquent des spécialistes.

Selon nos sources, «des mesures spéciales ont été prises par les structures sanitaires concernées pour la réception et la prise en charge de cette catégorie de personnes, ceci, à travers le renforcement du personnel».

Face à cette chaleur insupportable pour certains, les plages sont prises d'assaut, mais là aussi, l'imprudence et la longue exposition au soleil peuvent également faire des dégâts.

Dans ce contexte, expliquent les spécialistes en produits cosmétiques, de même que les spécialistes en dermatologie, «les crèmes de bronzage et certains autres produits qui sont conseillés pour les

baigneurs ne garantissent pas la protection totale, plus particulièrement ceux contrefaits».

Cependant, dans le cas des canicules ou de fortes hausses de température, la meilleure des solutions «est d'éviter, le plus possible, l'exposition directe aux rayons du soleil, de sortir à la mi-journée et pour les malades chroniques, de rester vigilants à propos de leur état de santé et de se rapprocher des structures sanitaires pour demander plus de renseignements qui leur seront d'une extrême importance dans ce genre de cas», conseillent les spécialistes.

D'après l'Office de la météorologie, cette vague de chaleur devrait persister jusqu'à la fin de la semaine.

Ben Aziz

BAC 2009

Le CLA critique

Alors que les examens du bac viennent tout juste d'être achevés, le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) annonce, déjà, des résultats douteux.

Dans un communiqué rendu public, le CLA a énuméré toute une liste «de failles» ayant caractérisé le déroulement de l'examen du bac, critiquant jusqu'à la nourriture qui a été servie, le CLA a commencé par le planning des compositions «non étudié».

Un rythme non adéquat, selon ce dernier. Le CLA n'est pas passé sur «les nombreuses» erreurs enregistrées dans les sujets des mathématiques, lettres arabes et technologie. Le syndicat dénonce outre la surcharge des jours de surveillance, la liste «sélective» des correcteurs, dont certains n'ont même pas enseigné le nouveau programme.

Le syndicat, tout en réitérant ses doutes quant à la finalité de la centralisation des résultats du bac, demande que la correction des sujets et le barème officiel soient rendus publics.

S. A.